Caravane « Tambour battant en route vers la COP 27 » : la déclaration officielle des OSC du Bénin

L’ONG Jeunes volontaires pour l’environnement (JVE Bénin) a organisé une conférence de presse, le mercredi 2 novembre 2022 au siège de SUCO sis à la cité Houéyiho à Cotonou. L’objectif était de faire la lumière sur la Caravane nationale « Tambour battant en route vers la COP 27 », qui s’est déroulée du 29 septembre au 28 octobre, dans plusieurs villes du Bénin. La déclaration de cette caravane africaine, qui constitue même l’essence de ladite conférence devra être vulgarisée, en prélude à la COP 27.

« L’heure est grave ; non à l’inaction climatique ; justice pour les communautés ; non aux énergies fossiles, passons aux renouvelables ; nous luttons pour le climat ; nous demandons le financement des pertes et dangers etc ». Ce sont là les cris de guerre et de ralliement des jeunes volontaires, engagés dans cette campagne. Ils ont fait le tour de cinq villes phares du Bénin à savoir Cotonou, Porto-Novo, So-Ava, Bohicon et Natitingou, sous le lead de l’ONG Jeunes Volontaires pour l’Environnement (JVE BENIN), avec le soutien d’Oxfam. Lancée officiellement par un forum communautaire avec les populations de Tokplégbé (1er arrondissement de cotonou) sur « Comment vivre avec l’érosion côtière ? », elle a mobilisé tout au long du parcours une cinquantaine d’Organisations de la Société Civile et plus de 500 jeunes, femmes, membres d’associations, acteurs locaux (organisations paysannes, associations de producteurs, etc.) demandant la justice climatique et est allée à la rencontre des communautés vulnérables en vue de recueillir leurs voix et messages à

remonter aux négociateurs béninois et africains présents à la COP27.

En effet, pendant trop longtemps, les espaces élitistes comme les Conférences des Parties (CdP en français et COP en anglais) ont exclu les perspectives de ceux qui sont les plus touchés par l\\\’urgence climatique mondiale mais qui en sont les moins responsables. C’est à juste titre que la Caravane Africaine pour le Climat “Tambour battant vers la COP27” a logiquement émergé de manière organique pour soutenir l\\\’action collective, la construction de mouvements, la sensibilisation, les campagnes conjointes ainsi que pour mettre en lumière les solutions et les actions d\\\’adaptation en vue de la résilience des communautés africaines. Partant de plus de 21 pays africains, ces caravanes qui représentent un appel à la justice climatique, sont des mouvements citoyens qui visent à galvaniser les voix des parties prenantes à travers le continent africain, à porter les voix des communautés et à transmettre leurs revendications au monde entier qui se réunira en Egypte à Sharm El-Sheikh pour la 27ème session de la Conférence des Parties (COP27). « Plus qu’une initiative portée par les Organisations de la Société Civile (OSC) africaines pour influencer les décisions à l’occasion de la COP27, la Caravane Africaine pour le Climat est un acte d\\\’unité, d\\\’action collective qui rend visible les expériences et les connaissances de diverses communautés s\\\’adaptant au changement climatique ».

Déclaration des caravanes africaines pour la Justice climatique

Ladite déclaration tenant compte de l’état des lieux, des décideurs et politiques aux communautés à la base, dans la lutte contre le changement climatique fait des doléances à l’endroit des Chefs d’Etats et de gouvernements, aux Parties

prenantes de l’Accord de Paris, aux Etats riches et pollueurs responsables du réchauffement climatique, et aux bailleurs de fonds multilatéraux.
Aux Chefs d’Etats et de gouvernements, ces OSC demandent de soutenir toutes les propositions de loi et textes réglementaires, et leur application pour la sécurisation des terres des communautés ; soutenir la reprise de contrôle de l\\\’agriculture mondiale par les communautés ; protéger les bassins-versants ; accroître la recevabilité sur les flux financiers reçus et fournis au profit des communautés ; assurer une représentation égale et un engagement significatif des femmes et des jeunes, à tous les processus clé du changement climatique.

Aux Parties prenantes de l’Accord de Paris, il est demandé de tenir les pays riches responsables de l\\\’objectif des 100 milliards de dollars et faire en sorte qu’ils s’engagent à respecter leur promesse ; réviser l’article 6 de l’Accord de Paris dont les approches contribuent à renforcer la marchandisation des ressources naturelles y compris la terre au détriment des communautés ; asseoir une démarche scientifique et la réalisation d’études pertinentes sur les dommages et préjudices subies par les communautés africaines liés au changement climatique, et de créer un comité consultatif de jeunes sur les pertes et dommages ; établir un guichet financier provisoire pour financer les pertes et dommages urgents dans le cadre du Fonds vert pour le climat ; définir le nouvel objectif de financement du climat pour la période post-2025 en se basant sur les besoins des communautés d’Afrique.

En ce qui concerne les États riches et pollueurs responsables du réchauffement climatique, les porteurs de cette campagne demandent d’accroître le financement de l\\\’adaptation en donnant la priorité aux subventions plutôt qu\\\’aux prêts ; fournir une feuille de route quantifiée conformément à

l’objectif de doubler le financement de l\\\’adaptation d\\\’ici 2025 ; créer un mécanisme d\\\’allègement de la dette souveraine comme moyen de restructurer ou d\\\’annuler les dettes de manière équitable ; mettre en place un mécanisme de financement des pertes et dommages pour faire face aux impacts climatiques dévastateurs subis par les pays vulnérables au climat et les communautés pauvres ; arrêter immédiatement tous les nouveaux investissements dans les combustibles fossiles et l\\\’énergie nucléaire, et passer progressivement aux renouvelables.

Quant aux bailleurs de fonds multilatéraux, les OSC demandent de reconnaître l\\\’inadéquation des dispositions actuelles et passer à un financement de l\\\’adaptation davantage basé sur des subventions, les bailleurs multilatéraux tels que la Banque mondiale, le FIDA ou le Fonds vert pour le climat (qui est l\\\’un des bailleurs ayant le pourcentage le plus élevé de prêts non concessionnels) devraient s\\\’orienter vers une proportion significativement plus élevée de financement de l\\\’adaptation par des subventions pour les PMA et les pays les plus vulnérables au climat ; renforcer les capacités des gouvernements d’Afrique, à tous les niveaux, pour assurer une gestion des risques liés aux changements climatiques et une résilience collective et locale.

À noter que cette déclaration a été officiellement transmise à toutes les mairies qui ont fait l’objet d’une étape de la caravane (Cotonou, Porto-Novo, Bohicon, Natitingou), mais aussi à l\\\’Assemblée nationale et au Ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable (représenté par le Directeur Général de l’Environnement et du Climat), Chef de la délégation du Bénin pour la COP27 en Egypte. Cette même déclaration est mise en application dans les autres pays où la caravane s’est tenue.
Ainsi, le plaidoyer vient donc d’être acté. C’est pourquoi le Directeur Exécutif de l’ONG JVE, Mawuse Hountondji se réjoui de cette déclaration qu’il espère sera vulgarisé par les

hommes de médias. « L’objectif est donc atteint », se réjouissent Mawuse Hountondji et Kossi Appeda, représentant de l’Oxfam. Aux deux s’ajoute dans le présidium, la représentante de SUCO qui a chaleureusement accueilli ladite conférence. Des partenaires qui ne ménagent aucun effort pour apporter leur soutien à l’ONG JVE.

Arsène AZIZAHO